Général Louis LARRIEU, *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie, des origines à la quatrième République*, Ivry-sur-Seine, Phénix Éditions et Service historique de la gendarmerie nationale, 2002, 729 p., 35 euros

Aurélien LIGNEREUX, *Gendarmes et policiers dans la France de Napoléon. Le duel Moncey-Fouché*, Maisons-Alfort, Service historique de la Gendarmerie nationale, 2002, 230 p., 16 euros.

Gendarmerie, État et Société au XIX^e siècle (sous la direction de Jean-Noël Luc), Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p., 40 euros

Bernard Gainot

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/5723>

DOI : 10.4000/ahrf.5723

ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 220-222

ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Bernard Gainot, « Général Louis LARRIEU, *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie, des origines à la quatrième République*, Ivry-sur-Seine, Phénix Éditions et Service historique de la gendarmerie nationale, 2002, 729 p., 35 euros », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 332 | avril-juin 2003, mis en ligne le 22 avril 2008, consulté le 24 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/5723> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.5723>

Ce document a été généré automatiquement le 24 avril 2022.

Tous droits réservés

Général Louis LARRIEU, *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie, des origines à la quatrième République*, Ivry-sur-Seine, Phénix Éditions et Service historique de la gendarmerie nationale, 2002, 729 p., 35 euros

Aurélien LIGNEREAU, *Gendarmes et policiers dans la France de Napoléon. Le duel Moncey-Fouché*, Maisons-Alfort, Service historique de la Gendarmerie nationale, 2002, 230 p., 16 euros.

Gendarmerie, État et Société au XIX^e siècle (sous la direction de Jean-Noël Luc), Paris, Publications de la Sorbonne, 2002, 510 p., 40 euros

Bernard Gainot

- 1 Dire que l'institution gendarmique fait partie des grandes oubliées de la recherche, va bientôt tenir lieu du propos convenu, peu en prise avec les réalités de terrain et de laboratoire. Le champ historiographique, en ce domaine, est en train de se modifier sensiblement, comme en témoignent ces trois publications, à deux mois d'intervalle.
- 2 Elles proviennent de deux pôles d'initiatives, le Service historique de la Gendarmerie nationale, d'une part, créé en 1995, actuellement dirigé par le général Philippot, qui a préfacé l'ouvrage du général Larrieu. Et, d'autre part, le séminaire de l'Université Paris IV intitulé : *Maréchaussée et gendarmerie, organisation, missions, représentations, XVIII^e-XX^e siècles*, qui se tient depuis 1999 sous la direction des professeurs Jean-Noël Luc et Jacques Frémeaux.
- 3 Ces initiatives ont débouché sur un colloque, qui s'est tenu à la Sorbonne en mars 2000, organisé par le Centre de recherches en histoire du XIX^e siècle, une UMR du CNRS

commune aux Universités Paris I et Paris IV, dont les actes sont publiés dans le présent volume.

- 4 Les articles et études sur la maréchaussée et la gendarmerie étaient bien souvent le fait d'officiers de l'arme, dans une perspective institutionnelle et autocélébratrice, résolument à l'écart des méthodes de la recherche en histoire sociale ou culturelle. Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faille tenir aucun compte de cette production, présentant bien souvent des informations de première main. Et pouvant aussi mettre à la disposition des étudiants, des chercheurs, ou de simples amateurs, des synthèses de grande qualité. C'est le cas de *Histoire de la maréchaussée et de la gendarmerie* du général Larrieu (1870-1958), dont le chef d'escadron Antoine Boulant, qui dirige les publications du Service historique de la gendarmerie nationale, nous rappelle la genèse. Il s'agit de réunir en une seule publication les productions diverses de Louis Larrieu : synthèses sur l'évolution institutionnelle de la maréchaussée, recherches précises dans le fonds d'archives des Pyrénées-Orientales, et une série d'articles publiés entre 1936 et 1954 sur l'évolution de la gendarmerie à l'époque de la Révolution et au XIX^e siècle.
- 5 L'étude minutieuse de l'évolution de l'institution de la maréchaussée sous l'Ancien Régime fait apparaître les temps forts. La maréchaussée a une double origine militaire, la protection rapprochée des souverains, et une force de police chargée d'exécuter les décisions de justice des prévôts. À la fin du Moyen Âge, elle est chargée de protéger les populations civiles des méfaits des « bandes » de soldats ou d'anciens soldats que le gouvernement abandonne à leur sort après les batailles ; mais c'est aussi une instance interne de régulation rattachée aux maréchaux de France, connaissant les crimes et les manquements à la discipline commis par les militaires.
- 6 La déclaration de François 1^{er} de 1536 étend les pouvoirs de la maréchaussée à la répression du vagabondage. Ces attributions ne feront que se confirmer et s'étendre par la suite. La maréchaussée est le corps spécialisé dans la police des grands chemins, même si sa compétence concerne également la surveillance des troupes et la répression des désordres dus aux militaires.
- 7 L'édit du 9 mars 1720 structure durablement l'institution, en assurant le maillage territorial par l'implantation des brigades de cinq hommes, effectuant des « tournées » quotidiennes dans leur circonscription, regroupées en compagnies soldées par l'État. L'ordonnance du 28 avril 1778, en systématisant le casernement et en accentuant le contrôle hiérarchique, renforçait la subordination. Jacques Lorgnier rappelle cet héritage, que la maréchaussée va transmettre à la gendarmerie nationale, du XVI^e au XVIII^e siècle.
- 8 Les cahiers de doléances, qui plébiscitent la maréchaussée, sauvent l'institution au début de la Révolution, moyennant l'abandon de la justice prévôtale, incompatible avec la Constitution, et de son nom. La loi du 16 février 1791 est l'acte de naissance de la gendarmerie nationale, mariage improbable du changement et de la tradition, de la volonté générale et d'un prestigieux corps de cavalerie disparu avec la Maison militaire du roi.
- 9 La gendarmerie est désormais une branche de la « force publique », telle que définie par la Déclaration des droits de l'homme, avec la troupe réglée et la garde nationale. Elle est subordonnée aux autorités départementales.
- 10 La déclaration de guerre va littéralement absorber la quasi-totalité de cette force publique, regroupant d'abord les compagnies départementales dans quatre camps

autour de Paris, avant de les envoyer combattre aux frontières. Les missions des brigades, lorsque celles-ci ne sont pas désertées, sont assurées par des surnuméraires sans qualités spécifiques et sans moyens.

- 11 Dès 1795, vient le temps de la réorganisation. Les premières tentatives sont inachevées en raison des tensions politiques inhérentes au régime directorial. Mais c'est tout de même le Directoire qui, par la loi du 28 germinal an VI (17 avril 1798), donne à la gendarmerie sa charte fondamentale. Bernard Gainot rappelle les débats qui ont précédé la confection de cette charte, ainsi que ses principales dispositions. Le général Larrieu en avait également rappelé l'importance ; pourquoi, alors, ne la fait-on pas ordinairement figurer au nombre des « masses de granit » ? Larrieu explique bien la double occultation dont elle fut victime ; le régime napoléonien refusait de reconnaître sa dette envers un régime honni, tandis que la Restauration omettait de mentionner cette œuvre républicaine. Ce faisant, les deux régimes maintiennent l'institution, en reprenant le cadre et les principales dispositions de la loi de l'an VI, moyennant quelques aménagements réglementaires. Au nombre de ces derniers, une innovation majeure est apportée par le Consulat ; l'inspection générale de la gendarmerie, identifiée au maréchal Moncey, qui assure au corps une autonomie qui se cherchait jusque-là, entre trois ministères (la Guerre, la Police, et l'Intérieur). La partie n'est pas gagnée pour autant, et c'est tout l'objet du travail d'Aurélien Lignereux, qui décrit dans son mémoire de maîtrise publié sous l'égide du Service historique de la gendarmerie, la lutte entre Fouché et Moncey. Rivalité feutrée qui dégénère parfois en une guerre ouverte, comme lors de la crise de ventôse an XIII (mars 1805), analysée par Lignereux dans une communication au colloque de la Sorbonne.
- 12 Les multiples facettes de l'institution ont été également dégagées au cours de ce colloque. Jean-Noël Luc les passe respectivement en revue, en introduisant les différentes parties : « le bras armé de l'Etat », qui retrace l'évolution du corps, de la maréchaussée à la première guerre mondiale ; « gendarmes des champs, gendarmes des villes, gendarmes des camps », qui envisage les divers champs d'investissement de l'institution ; « veiller à la sûreté publique et assurer le maintien de l'ordre et l'exécution des lois », qui présente les nombreuses missions de la gendarmerie ; « le gendarme, un "soldat qui a pris racine" ? », qui analyse la réalité et la portée de l'implantation locale ; enfin, « la gendarmerie en Europe », qui prend en compte l'exportation du modèle national dans les pays voisins (les *carabinieri* au Piémont, la *Guardia Civil* en Espagne, les gendarmeries hollandaise et belge). Il revenait notamment à Alain Corbin, dans la conclusion (« regards croisés sur la gendarmerie du XIX^e siècle »), de rappeler les nombreuses facettes de cet objet historique ainsi livré à l'investigation des chercheurs.
- 13 Parmi les nombreuses contributions, nous avons retenu celles qui concernent plus particulièrement la période de transition du premier XIX^e siècle : les réalités de la brigade de gendarmerie comme force de police rurale, dans ses tâches de maintien de l'ordre au village, avec les activités de la brigade du canton de Tauves (Cyril Cartairade), ou dans ses rapports avec les gardes-champêtres, de 1795 à 1854 (Fabien Gaveau). Le maillage du réseau des brigades de gendarmerie au XIX^e siècle dans le Sud-Ouest (prenant largement en compte l'héritage de l'Ancien Régime et de la Révolution) est présenté par Jean-Paul Jourdan, tandis que l'étude de Jean-Louis Lenhof porte sur le groupe des gendarmes en résidence dans la ville d'Alençon, de 1820 à 1911. Pierre Lévêque traite de la gendarmerie maritime sous le Consulat et l'Empire, et Arnaud Van

Houtte des carrières de gendarmes dans la compagnie départementale du Nord pendant la première moitié du XIX^e siècle.

- 14 Enfin, la présence de la gendarmerie, ou des institutions créées sur son modèle, en dehors du territoire national, est évoquée respectivement par Nicole Gotteri (les rapports du général Buquet en Espagne, de 1810 à 1813), et Jean-Paul Le Flem (qui évoque les antécédents de la *Guardia Civil* dans l'Espagne napoléonienne), Michael Broers (la *Carabiniere Reale*, héritière de la légion de gendarmerie implantée dans les départements du Piémont en 1802), Cyrille Fijnaut (qui retrace un peu la même trajectoire pour le Royaume, puis les départements hollandais de 1805 à 1815).
- 15 De multiples perspectives donc, bien soulignées dans les rapports de synthèse qui figurent dans la conclusion. Outre Alain Corbin, déjà mentionné, le général Philippot souligne tout l'intérêt de l'approche historique pour mieux comprendre les enjeux des aménagements en cours dans l'institution gendarmique ; Jean-Pierre Chaline interroge les représentations croisées, du corps social par les gendarmes, des gendarmes par les simples citoyens ; le lieutenant-colonel Frédéric Guelton rappelle la singularité et les implications du statut militaire des gendarmes ; enfin Clive Emsley, auteur d'un très bon ouvrage de synthèse, en anglais, sur la gendarmerie et l'État au XIX^e siècle, s'interroge sur les liens entre gendarmerie et construction de l'État-nation, entre gendarmerie et État de droit.
- 16 Il faut mentionner enfin que le volume est complété par des annexes fort utiles ; des tableaux synoptiques à diverses époques (1794, 1820, 1854, 1887), une chronologie d'histoire institutionnelle de 1720 à 1909.
- 17 C'est donc un chantier très neuf, très riche, qui s'ouvre ainsi aux étudiants et aux chercheurs. Ces trois volumes, divers dans leurs objectifs et leur conception, qui prolongent le numéro spécial de la *Revue du service historique de la gendarmerie nationale*, dont nous avons rendu compte dans un précédent numéro des *A.H.R.F.*, offrent un bon témoignage de cette ouverture.